

## Appel des enseignants du Lycée Niepce-Balleure à Chalon Sur Saône réunis vendredi 22 novembre en HIS.

Nous, personnels du Lycée Niepce-balleure réunis en heure d'information syndicale, avec nos syndicats ( SNFOLC, SNES, SUD et CGT ) sommes scandalisés par le projet du ministre de la Fonction publique.

Après l'annonce de 4000 suppressions de postes dans l'éducation nationale, le ministre de la fonction publique, sous prétexte de responsabiliser les agents prévoit d'allonger de 1 à 3 jours le délai de carence et de réduire de 100 à 90 % le traitement perçu pendant les arrêts de maladie ordinaire. Par cette mesure, qui ne vise qu'à réaliser des économies sur le dos des salariés, le gouvernement remet en cause notre droit au soin et aggrave encore davantage nos conditions de travail déjà largement dégradées ( par la hausse des effectifs par classe, la suppression des heures postes, par les réformes successives, notamment la réforme Blanquer et celle du « choc des savoirs » )

Le gouvernement confirme également le blocage de la valeur du point d'indice pour 2025 alors que nous avons déjà perdu 25 % de pouvoir d'achat depuis 2000 et la suppression de la garantie individuelle de pouvoir d'achat ( GIPA ) dont peuvent bénéficier certains personnels dont la rémunération stagnait.

Considérant qu'aujourd'hui, ce sont des personnels épuisés, avec un pouvoir d'achat en berne, de plus en plus âgés qui vont venir malades au travail **nous demandons**:

- **Qu'aucune suite ne soit donnée aux projets de M. Kasbarian sur les 3 jours de carence et le passage à 90 % de traitement et l'abrogation du jour de carence en cas d'arrêt maladie.**
- **L'annulation des 4000 suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires.**
- **La reconnaissance par le salaire de notre travail avec la revalorisation immédiate de 10 % de la valeur du point d'indice.**
- **L'abrogation de la réforme des retraites.**

Face à ces nouvelles provocations et face à un gouvernement qui n'hésitera pas à utiliser le 49-3, seule une mobilisation générale d'ampleur contraindra le gouvernement à stopper ces mesures et à répondre à nos revendications.

Dans ce sens, nous nous adressons aux instances nationales de nos organisations syndicales, pour que dans l'unité, elles nous aident et appellent franchement à la grève jusqu'à satisfaction de nos revendications.

